



Pau, le 27 mars 2023

Réforme des retraites : demain, encore et toujours, tout-te-s ensemble !

Jusqu'au retrait

A l'appel de l'ensemble des organisations syndicales et de jeunesse, la 9ème journée de mobilisation contre la réforme de retraites a encore réuni plus de 3 millions de manifestant-es en France, dont près de 50 000 dans les Pyrénées-Atlantiques, aussi massive que le 7 mars. L'immense majorité de la société, opposée à cette contre-réforme, ne désarme pas.

La jeunesse s'est aussi largement mobilisée.

L'intersyndicale réaffirme, contrairement aux propos réactionnaires du président de la République, que **de nombreuses alternatives** aux mesures d'âge ont été formulées. Aucune n'a été sérieusement étudiée. La responsabilité de la situation sociale explosive incombe au seul gouvernement.

A l'issue d'un parcours parlementaire chaotique, au cours duquel le gouvernement a utilisé tous les outils constitutionnels à sa disposition permettant de limiter l'exercice démocratique, le texte de loi est à présent soumis au Conseil Constitutionnel. Dans ce cadre, l'intersyndicale lui adressera prochainement des contributions explicitant les raisons pour lesquelles cette loi doit être entièrement censurée.

Le puissant rejet social de ce projet est légitime et son expression doit se poursuivre, malgré l'usage disproportionné de la force vis-à-vis des organisations syndicales et des manifestant.es pacifiques. Revendiquant le retrait de la réforme des retraites, l'intersyndicale appelle les millions de travailleurs et travailleuses, les jeunes et les retraité.e.s à **continuer de se mobiliser**.

Mardi 28 mars à 10h30
Place Verdun à Pau
Place Ste Ursule à Bayonne

Refus du projet de loi Asile et Immigration et lutte contre les expulsions de familles

Samedi 25 mars, deux rassemblements ont eu lieu dans le département à l'appel de RESF 64, avec la LDH et le CRDE, contre la loi Darmanin.

Si l'examen du projet a été reporté, celui-ci ne disparaît pas pour autant. Un projet de loi Asile et Immigration qui conduit à une **négation radicale des droits fondamentaux des migrant-e-s...** et qui s'inscrit dans l'agenda global du Gouvernement (attaques contre les retraites, le chômage, la santé, le logement...)

Pour lutter contre ces régressions, deux comités de soutien sont actifs :

- un pour une famille logée à Gelos, enfants à l'école Nandina Park
- un pour une famille aux enfants scolarisés à l'école des Fleurs et au collège Jeanne d'Albret.

A Pau : non à l'expulsion de la famille Tahiri !

La famille TAHIRI vit en France avec ses 4 enfants depuis 5 ans. Le père a un CDI dans le bâtiment, les 3 aîné-e-s sont évidemment scolarisé-e-s.

Vivant au quartier Saragosse, elles/ ils sont pourtant menacé-e-s d'expulsion. Nous exigeons qu'elles/ils ne soient pas expulsé-e-s et qu'elles/ils obtiennent un titre de séjour.

Signez et faites signer la pétition ! <https://chng.it/r9X8CP5V2m>

« le collège de demain du SNES-FSU, l'alternative face aux projets du Ministère »

Jeudi 11 mai 2023 à partir de 9h30 à l'Athénée Municipal de Bordeaux (place St Christoly), en présence d'Anne Sophie LEGRAND, responsable du secteur « collège » au SNES-FSU.

Inscription ici : <https://bordeaux.snes.edu/Stage-College-jeudi-11-mai-2023.html>

Manifestation du 23 mars à Bayonne :

Des violences policières intolérables contre le mouvement social

La manifestation organisée par l'intersyndicale départementale des Pyrénées Atlantiques a réuni, comme à Pau, 24 000 personnes dans les rues de Bayonne. Du début à la fin, le cortège a été pacifique, dynamique, festif, engagé. À aucun moment, celui-ci ne s'est montré violent contre des personnes et/ou des biens.

Une fois la prise de parole intersyndicale terminée, suite à des lancers de projectiles par des personnes n'appartenant pas à la mobilisation syndicale, les forces de l'ordre positionnées entre le rond-point du Grand Basque et la sortie de l'A63 ont fait usage de gaz lacrymogènes et ont chargé la foule sans distinction. Des personnes âgées, des personnes à mobilité réduite, des enfants ont respiré ces gaz alors qu'elles/ils n'étaient pas sur le lieu des affrontements. La camionnette de la CGT a vu son pare-brise brisé par un tir émanant des forces de l'ordre alors qu'un militant était au volant. C'est inacceptable !

Alors que la manifestation était terminée depuis plusieurs heures, les forces de l'ordre se sont lancées dans une chasse aux jeunes dans les rues bayonnaises, semant la peur et le désordre. Quatre personnes ont été interpellées à cette occasion. Une cinquième personne a été arrêtée devant le commissariat de Bayonne alors qu'elle manifestait son désarroi de voir ses camarades arrêtés.

Depuis le début de ce mouvement social, jamais de tels événements ne s'étaient produits dans les rues de Bayonne. Les huit premières journées nationales de grève et de manifestation ont été des plus pacifiques, de même que les rassemblements spontanés de la semaine dernière et les actions menées cette semaine.

L'entêtement, le refus de recevoir l'intersyndicale, encore moins de négocier, les mensonges et les provocations du gouvernement et du Président de la République n'ont eu de cesse de « jeter de l'huile sur le feu » de la contestation sociale pacifique. Ils portent l'entière responsabilité des exactions ultra minoritaires, à Bayonne hier et plus généralement dans le pays, et devront répondre de l'usage illégitime, sans doute illégal, de la force physique.

La FSU 64 condamne fermement la répression et les violences policières, tant contre les organisations syndicales que contre les manifestant.es, avant, pendant et après les manifestations.

CDEN du 21 Mars

- Sectorisation lycée Gaston Fébus à Orthez.

Depuis de très nombreuses années, les collégien.ne.s landais, proches d'Orthez, obtenaient des dérogations pour le lycée Gaston Fébus. Suite au refus d'accorder ces dérogations en 2022, « faute de places au lycée d'Orthez », en décembre une réunion avec DASEN 64, DASEN 40, maires du secteur du collège d'Amou, a été organisée pour définir la nouvelle sectorisation entre le lycée de Borda à Dax et le lycée d'Orthez.

Cette nouvelle sectorisation devrait donner satisfaction pour la rentrée prochaine.

- Subventions pour les collèges privés : 850 000 euros pour 25 établissements privés.

Outre l'incompréhension de certaines évolutions (exemples : +2 élèves et subvention + 21 % ou - 2 élèves et subvention +20%) la FSU a rappelé le problème de mixité sociale dans le privé avec la mise en place de filières et options pour regrouper les élèves des milieux les plus favorisés. Vote contre de toutes les OS.

- Sectorisation Pontacq-Morlaàs :

L'objectif est de ré-équilibrer les effectifs des deux collèges. Pour la rentrée prochaine, une quinzaine d'élèves iraient au collège de Pontacq (300 élèves pour une capacité de 480).

La FSU a rappelé que la nouvelle sectorisation doit permettre de réduire le nombre d'élèves par classe au collège de Morlaàs et non pas d'y fermer des divisions.